

# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE



Novembre 2009

# SOMMAIRE

Editorial .....	2
Interview du mois .....	4
Afrique .....	6
Amérique latine et Caraïbes .....	10
Amérique du Nord .....	12
Asie .....	13
Méditerranée .....	14
Jeunesse - Culture .....	20
Eau - Agriculture - Climat .....	21
Institutions européennes .....	24
CGLU .....	27
Etudes .....	28
Actualités .....	29
Agenda .....	33
Publications .....	35

## La municipalisation des objectifs du millénaire

Entretien avec **Maria Mercedes**, ancienne diplomate pour le gouvernement du Nicaragua

*Cités Unies France : Vous travaillez actuellement au sein d'une ONG brésilienne qui mène un travail inédit et ambitieux de municipalisation des Objectifs du Millénaire, et vous avez généreusement accepté de nous accorder une interview. Pourriez-vous nous décrire en quoi consiste le travail de l'Agenda Publica ?*

**Maria Mercedes :** Ils'agit d'une organisation de la société civile dont la mission est d'appuyer et d'articuler les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, la société civile et les entreprises afin qu'ils construisent des politiques publiques qui contribuent à une société plus démocratique et égalitaire.

Un des axes de travail de l'Agenda Publica est la municipalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. À ce titre, un groupe de travail rassemblant le gouvernement fédéral, le PNUD et le Mouvement National pour la Citoyenneté et la Solidarité, a créé des outils et une méthodologie pour que chacune des 5566 municipalités brésiliennes, puisse élaborer son profil OMD et atteindre, voire dépasser les cibles proposées à l'échéance de 2015.

*CUF : Pourquoi la municipalisation des OMD ?*

**M. Mercedes :** La Constitution brésilienne de 1988, présentée comme Constitution citoyenne, a décentralisé les ressources et les compétences territoriales, en transférant aux municipalités plus d'autonomie et de responsabilité à l'intérieur de la fédération. Les municipalités sont responsables de la mise en œuvre des différentes politiques publiques nécessaires à la concrétisation

des Objectifs du Millénaire comme celles de la santé, de l'éducation, de la gestion environnementale et de la lutte contre la pauvreté.

*CUF : Quelle est la méthodologie appliquée dans ce travail de municipalisation des OMD ?*

**M. Mercedes :** La municipalisation est une tâche qui requiert l'engagement non seulement du gouvernement, mais aussi de l'ensemble des acteurs de la municipalité. Il est essentiel que la municipalité constitue un comité afin d'accompagner le processus de municipalisation des OMD et officialise sa création. Ce comité réunira des fonctionnaires des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, des représentants de la société civile, du secteur privé, ainsi que des acteurs issus des couches les plus vulnérables de la société.

La deuxième étape consiste en l'élaboration d'un diagnostic du profil municipal des OMD. Cette discussion doit être guidée par des indicateurs préalablement choisis par la municipalité, afin que le diagnostic soit établi sur des données concrètes. Pour cela, le comité peut consulter le "Portail OMD" ([www.portalodm.org.br](http://www.portalodm.org.br)), un outil interactif qui regroupe les principaux indicateurs de suivi et d'évaluation des OMD qui peuvent être travaillés au niveau municipal.

Les indicateurs doivent être soigneusement analysés et interprétés, et le diagnostic systématisé dans un rapport destiné à être diffusé dans la communauté. Ce document peut servir de base à la construction d'un plan d'action à moyen et long terme, qui prévoit les actions, les responsabilités des différents acteurs ainsi que la durée et les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

Ce plan de travail doit s'adapter aux instruments de planification de la municipalité.

Finalement, la municipalité doit constituer un groupe de suivi et d'évaluation qui travaille sur les indicateurs et les cibles utilisés dans la construction du profil municipal et soutient les politiques stratégiques sectorielles.

Pour la mise en place de la municipalisation à grande échelle, les municipalités de Belo Horizonte et Santos, en partenariat avec le PNUD et l'Agenda Publica ont créé le Réseau OMD des municipalités brésiliennes ([www.redeodm.org.br](http://www.redeodm.org.br)). Il s'agit d'un espace virtuel de soutien aux municipalités et de coopération entre elles.

*CUF : Comment l'expérience brésilienne peut-elle servir de modèle à d'autres pays ?*

**M. Mercedes :** L'expérience brésilienne est une référence qui montre que le plus important est adapter l'agenda des OMD au contexte local, avec créativité, afin de surmonter les problèmes qui affectent nos pays.

**Cet entretien a été réalisé par Felicia Medina, chargée de mission au pôle Amérique latine, et traduit par Amauri Moreira et Charlotte Hérail, stagiaires à Cités Unies France**

#### **Outils méthodologiques :**

- Portal OMD : [www.portalodm.com.br](http://www.portalodm.com.br)
- Agenda d'Engagements du Gouvernement Fédéral et des Municipalités 2009-2012: [www.portalfederativo.gov.br](http://www.portalfederativo.gov.br)
- Réseau OMD : [www.redeodm.org.br](http://www.redeodm.org.br)
- Guide méthodologique disponible sur le portail OMD et le portail Réseau OMD en format pdf

## “ Rendons le pouvoir à l’Afrique ! ”

Interview de **Philippe Milon**, fondateur et animateur d’un jumelage coopération depuis 30 ans avec le Burkina Faso (Europe Echanges)

*Cités Unies France : Vous venez de publier un livre intitulé : « Rendons le pouvoir à l’Afrique ! » Pourquoi ce livre aujourd’hui ?*

**Philippe Million** : En 30 ans de coopération, et quelques 40 déplacements au Burkina, on a forcément quelque chose à dire !

*CUF : Votre titre est provocant..., pourquoi ce titre ?*

**P. Milon** : Parce que j’ai l’impression..., mais pas seulement l’impression..., j’ai la certitude que la coopération nord- sud est dans une impasse. Nous avons voulu des démocraties en Afrique sans en donner les moyens. Je persiste et je signe. L’Afrique n’a pas les moyens ni de sa démocratie ni de son indépendance.

*CUF : Pourriez-vous expliquer et détailler ce constat ?*

**P. Milon** : Tout d’abord, trop d’intervenants agissent en Afrique. Il y a trop d’interférences et trop d’acteurs qui agissent en Afrique avec prétention et irrespect pour le pouvoir en place, et avec des moyens que l’Etat n’a pas.

Ensuite : prenons l’exemple du Burkina Faso : 14 millions d’habitants, superficie : 50% de celle de la France. Budget : 1 milliard d’euros, les  $\frac{3}{4}$  d’un budget d’un département comme la Seine Maritime ! Comment voulez-vous gérer un pays dans ces conditions ? Pas assez d’enseignants, de médecins, de douaniers, de juges, de policiers etc,...

L’Etat est dans l’incapacité d’exercer les tâches régaliennes qui lui incombent. Encore moins la possibilité d’investir les infrastructures de base.

Enfin, comment peut-on croire que la population est sensible au mot démocratie alors que ce mot n’est pas forcément synonyme de développement ? Ne soyons pas surpris de la prolifération des dictatures en Afrique !

*CUF : Pour vous la coopération, telle qu’elle s’exerce actuellement est à revoir ?*

**P. Milon** : Bien entendu, il faut rendre l’Etat maître du jeu car, actuellement, l’Etat est décrédibilisé. En brousse, l’Etat, on ne connaît pas !

C’est pour cette raison qu’il faut redéfinir ce que doit être l’aide internationale : c’est l’objet de ce livre. J’ajouterai que la dispersion des aides, la concurrence entre les acteurs, l’inopérence de certains projets sont des facteurs de corruption, je m’en explique également.

Sans le dire, une certaine recolonisation est en marche...

*CUF : Je vous trouve un peu dur... En effet, la coopération décentralisée est une réponse et un accompagnement au développement.*

**P. Milon** : Remarquons d’abord que les engagements internationaux ne sont pas tenus : les Objectifs du Millénaire ne seront pas résolus pour 2015. Faites vous-même le constat !

Il nous faut donc bien réfléchir sur une nouvelle stratégie et une nouvelle politique.

*CUF: Vous n'avez pas répondu à ma question. La coopération décentralisée est-elle condamnée ?*

**P. Milon :** Je ne crois pas ... Elle a tout son rôle à jouer quand nous aurons redonné à l'Etat les leviers de commande et de décision, en lien, bien entendu, avec les collectivités territoriales. Un Etat, de nouveau légitimé, pourra – en accompagnement de collectivités du pays, se tourner vers nos collectivités locales pour une coopération plus juste, équitable, efficace avec des règles bien précises et bien partagées. J'ajouterai que la coopération décentralisée a une expérience et une capitalisation qui lui permettront de jouer un rôle majeur.

*CUF : Etes-vous pessimiste sur le développement de l'Afrique ?*

**P. Milon :** Si nous continuons comme actuellement, certes on ne peut être que pessimiste... Cependant, si l'on se remet en cause pour un vrai débat, pour une nouvelle politique, je suis persuadé que l'Afrique, riche de ses matières premières et de ses valeurs, sera un partenaire de qualité dans le monde d'aujourd'hui.

**Phillipe MILON :**

**“Rendons le pouvoir à l'Afrique !”**

**Etudes Eurafricaines**

**L'Harmattan, 2009**

**Prix : 22 euros**

Pour commander cet ouvrage, merci de nous renvoyer le bon de commande (page 39).

## BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès Akar, vice-présidente de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise

### Report de la mission du groupe-pays Bénin

La mission annoncée du groupe-pays Bénin début novembre est reportée au premier semestre 2010 ; en effet, un plus long temps de préparation sera nécessaire pour aboutir à un véritable séminaire d'échange, sur des thèmes choisis d'un commun accord et reposant sur des présentations croisées et analyses de pratiques.

## BURKINA FASO

Président du groupe-pays : Jean-Bernard Damiens, vice-président du Conseil régional du Limousin

### Prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso, le 4 décembre 2009

Le groupe-pays Burkina Faso se réunira, dans les locaux de Cités Unies France, le 4 décembre 2009. Le programme de la journée et les informations pratiques seront accessibles sur le site Internet de Cités Unies France.

## MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure, représenté par Alain Huard, vice-président en charge des relations internationales

### Vers un espoir de sortie de crise à Madagascar ?

La réunion du Groupe International de Contact (GIC), le 6 octobre 2009, a fait naître un immense espoir de sortie de crise à Madagascar et représente le plus grand pas en avant depuis les accords de Maputo. Ces accords, qui avaient été signés le 8 août dernier, prévoyaient un partage du pouvoir et la tenue d'élections. La réunion du 6 octobre était placée sous l'égide du secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, du président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping, du chef d'équipe de la médiation internationale, Joaquim Chissano, ainsi que d'autres représentants des Nations unies, de l'Union européenne et d'autres organisations. Les quatre factions politiques malgaches sont parvenues à un accord de principe sur les noms des dirigeants du gouvernement de transition qui sera chargé de préparer la présidentielle de 2010. Mais cet accord n'a toujours pas été entériné en raison des résistances de chacune des mouvances politiques à accepter le partage du pouvoir, compromettant la mise en place du processus de transition nécessaire à la levée des sanctions internationales contre l'île. Les membres du groupe-pays Madagascar ont été avertis de l'évolution politique dans ce pays.

## SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire

### Prochaine réunion du groupe-pays Sénégal de Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Sénégal, présidé par Marie-Pierre Bresson, aura lieu le jeudi 19 novembre 2009, de 10h00 à 13h00.

L'ordre du jour et le bulletin d'inscription vous seront prochainement envoyés et mis en ligne sur le site Internet de Cités Unies France.

## ACTUALITÉS SENEGAL

### Remaniement ministériel du 14 octobre 2009

Voici, après le remaniement du 14 octobre 2009, la nouvelle composition du gouvernement (extraits) dirigé par le Premier ministre Souleymane Ndéné Ndiaye :

- **Madické NIANG**, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères
- **Bécaye DIOP**, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur
- **Abdoulaye DIOP**, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances
- **Moustapha SOURANG**, Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
- **Abdoulaye BALDE**, Ministre d'Etat, Ministre des Forces Armées
- **Karim WADE**, Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération Internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports aériens et des Infrastructures
- **Aliou SOW**, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales
- **Serigne Modou Bousso LEVE**, Ministre de la Culture et de la Francophonie
- **Sada NDIAYE**, Ministre des Sénégalais de l'Extérieur

### Coopération Etats-Unis - Sénégal : 42 milliards Fcfa pour les secteurs sociaux

Le gouvernement sénégalais et les Etats-Unis ont signé, le 16 octobre 2009, les amendements aux conventions de financement, dans le cadre des accords d'objectifs stratégiques. Ces accords sont relatifs à la santé, à la croissance économique, à l'éducation et à l'appui au processus de paix en Casamance.

La signature s'est faite entre le Ministre de l'économie et des finances, Abdoulaye Diop et Marcia Bernicat, l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal. Le Sénégal bénéficie avec cette signature de financements de subventions d'un montant total de \$70 390 000, soit environ 32,3 milliards de Francs CFA. Ce financement contribuera à appuyer les efforts du Sénégal

dans la lutte contre la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du millénaire au titre de l'année budgétaire 2010. Ce montant vient s'ajouter aux 10 milliards 580 millions de francs CFA octroyés, en décembre 2008, pour soutenir l'initiative du gouvernement sénégalais contre l'insécurité alimentaire.

Le programme croissance économique recevra spécifiquement un montant d'environ 20,6 milliards de francs CFA, qui s'ajoute aux de 10,6 milliards de francs CFA déjà engagés pour ce même programme. Il vise à améliorer la gestion de ressources naturelles, à renforcer la gouvernance participative pour la fourniture des services de qualités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Il consiste également à améliorer les capacités du secteur privé, à travers un appui à la compétitivité des entreprises.

Une enveloppe d'environ 6 milliards de francs CFA sera mise dans le secteur de l'éducation par l'USAID (agence des Etats-Unis pour le développement international) pour appuyer l'accès à l'enseignement. « Cette contribution vise à améliorer la qualité de l'éducation, notamment la formation des enseignants et la lutte contre les violences faites aux filles » rappelle Madame Marcia Bernicat, ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal.

Pour le secteur de la santé, l'appui de l'USAID sera axé à la lutte contre le paludisme, le VIH/SIDA et la tuberculose. L'USAID mettra également un montant approximatif de 15 milliards de francs CFA pour promouvoir les soins de santé communautaire.

Le programme d'appui à la paix en Casamance également sera subventionné par l'USAID pour un montant d'environ 1 milliard de francs CFA.

(Source : SeneWeb)

## ACTUALITÉS AFRIQUE

### **AFRICITÉS V, du 16 au 20 décembre 2009, à Marrakech**

Les collectivités et structures intéressées à y participer sont invitées à en informer Cités Unies France à l'aide des documents qui leur ont été adressés par courrier électronique suite à la réunion préparatoire du 22 septembre. Le compte-rendu de cette réunion est disponible sur notre site : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article831>

### **Journée sur l'enfant et la famille africaine à Alençon**

Le pôle Afrique de Cités Unies France a été invité pour assurer l'animation de la journée annuelle sur l'Afrique organisée par le comité de jumelage Alençon-Koutiala. Celle-ci a réuni des citoyens intéressés, des membres et sympathisants du comité de jumelage, le maire d'Alençon et le président du groupe-pays Mali de Cités Unies France et maire de La Flèche,

Guy-Michel Chauveau. Des intervenants ont témoigné et dressé un tableau plus vaste de la place et du quotidien de l'enfant au Mali, au Bénin, dans la région ouest africaine et au Rwanda, en particulier grâce à une intervention de Scholastique Mukasonga, écrivaine. Le doc-fiction de 15' de Mustapha Dao « A nous la rue » qui montre des enfants, dans la rue après l'école dans les rues de Ouagadougou, a utilement synthétisé les débats de la matinée. Il est disponible dans le réseau des centres RITIMO ([www.ritimo.org](http://www.ritimo.org))

## **Assises de la solidarité internationale de la région Bretagne : la coopération au service de l'agriculture vivrière ouest africaine**

Les 3<sup>èmes</sup> Assises de la solidarité internationale en Bretagne se sont déroulées à Brest, les 23 et 24 octobre dernier. Organisées tous les deux ans par le conseil régional avec la collaboration du réseau ABCIS (Acteurs Bretons de la Coopération Internationale et de la Solidarité), ces rencontres permettent de réunir l'ensemble des acteurs investis (associations, collectivités, établissements d'enseignement, entreprises...).

Dans le cadre de cette édition, il a été décidé de mettre la question de la crise alimentaire au cœur des débats. Ces journées ont donné l'occasion de partager des expériences concrètes menées par les acteurs bretons mobilisés par cette cause. A l'issue des assises, une rencontre a été organisée entre les professionnels du secteur agroalimentaire et les acteurs de la coopération internationale dans la perspective du développement des filières vivrières Ouest africaines.

*Pour plus d'informations :*

Constance Koukoui, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)  
Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique (Mauritanie, Bénin, Madagascar)  
Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)  
Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

## **AMERIQUE DU SUD (SAUF BRESIL), AMERIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA**

Président du groupe : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire en charge de la coopération décentralisée et du codéveloppement de Nantes

### **Réunion du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba à Cités Unies France, le 21 octobre 2009**

La réunion s'est déroulée en deux temps. Le matin a été consacré à la présentation du fonds de soutien franco-argentin et à l'exposition de deux projets innovants : la Solidaire du Chocolat, événement sportif à caractère social et solidaire qui rapproche la France et le Mexique, et le projet des Banques Communautaires de l'Institut Palmas en Amérique Latine.

Dans l'après-midi, les collectivités territoriales présentes ont fait un état de lieu de leurs activités en Amérique Latine. Un représentant de la direction des Amériques du ministère des Affaires Étrangères et Européennes a présenté la situation politique et économique générales des pays du continent lequel les collectivités françaises développent des projets de coopération.

Le compte-rendu de la réunion du groupe-pays sera bientôt mis en ligne sur le site de Cités Unies France.

## **ARGENTINE**

### **Signature de la déclaration d'intention entre la Région Champagne-Ardenne et la Province de Salta, Argentine**

La coopération décentralisée franco-argentine a été renforcée par la signature d'une déclaration d'intentions entre la Région Champagne-Ardenne et la Province de Salta à l'occasion de la visite d'une délégation de Salta en France, du 10 au 16 octobre 2009.

La déclaration d'intention, signée par Jean-Paul Bachy, président de la Région Champagne-Ardenne et par Juan Manuel Urtubey, gouverneur de la Province de Salta, vise à renforcer les liens entre les deux régions dans les domaines de gestion de parcs naturels, de la vitiviniculture et les échanges entre les opérateurs économiques. La déclaration vise également à développer des synergies dans les secteurs du tourisme, de la culture et de l'enseignement.

## MEXIQUE

### « Solidaire du Chocolat »

La « Solidaire du Chocolat » marque le point de départ d'une coopération décentralisée entre la région Pays de la Loire et le gouvernement de l'Etat de Yucatan au Mexique. L'organisation de cette manifestation transatlantique a montré que les deux collectivités impliquées ne sont pas seulement liées par une histoire conjointe sur le commerce du cacao, mais qu'elles possèdent également de nombreux points en commun, notamment dans le domaine du tourisme et de l'environnement. L'existence de complémentarité a poussé le développement d'une convention de coopération décentralisée.

Celle-ci a été signée par Jacques Auxiette, président du Conseil régional des Pays de la Loire, et par Juan Martin, secrétaire d'Etat au tourisme yucatèque. Le 17 octobre 2009, à Saint-Nazaire, à la veille du lancement de la course.

Les axes de l'accord portent sur l'environnement et le tourisme solidaire, le développement économique ainsi que l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche.

Une mission du Pays de la Loire se rendra au Yucatan, du 17 au 21 novembre 2009, à l'occasion de l'arrivée de la course, pour concrétiser cette coopération.

## ACTUALITÉS AMÉRIQUE LATINE

### IV<sup>e</sup> Conférence Annuelle de l'observatoire de la Coopération Décentralisée Union Européenne, Amérique Latine

Cités Unies France a participé à la Conférence, qui s'est déroulée au Mexico, du 30 septembre au 2 octobre 2009, sur le thème « Valparaiso + 5 : Bilan, impacts et perspectives de la coopération décentralisée locale ».

Cette conférence a mis l'accent sur trois thématiques : le bilan de la coopération décentralisée Union européenne - Amérique Latine pour la période 2005-2009, la proposition d'outils méthodologiques pour évaluer la coopération décentralisée et le rôle des collectivités territoriales dans le cadre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Pour plus d'informations : [www.observ-oed.org](http://www.observ-oed.org)

*Pour plus d'informations :*

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique latine et Caraïbes

Courriel : [f.medina@cites-unies-france.org](mailto:f.medina@cites-unies-france.org)

## ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg

### Conclusions de la réunion du groupe-pays du 7 octobre 2009

Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg, président du groupe-pays Etats-Unis, a présenté les résultats de la délégation du groupe-pays à Washington DC, du 23 au 26 juin 2009, organisée en partenariat avec l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), et avec la participation de la Fédération nationale des Entreprises publiques locales (FNEPL) et du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART).

Une séance de travail très nourrie a permis d'identifier des pistes de travail, ainsi que des collectivités territoriales et d'autres structures désireuses à s'y investir. Autour de la table, il y avait les représentant(e)s des villes d'Angers (à la recherche d'un partenaire américain), Caen, Grenoble, Strasbourg et Toulouse, de l'Ambassade des Etats-Unis et de la Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales (DAECT). Une représentante de Solidarité Laïques a participé en tant qu'observatrice.

Deux thèmes, en particulier, ont fait l'objet des discussions : la mobilité urbaine et la diversité dans nos villes. Ils correspondent à l'accord de l'Association américaine du transport public (APTA) de nouer un partenariat avec le GART et à une proposition de la Ligue des villes américaines (NLC) de travailler sur la diversité dans nos villes.

Pour ces deux thèmes, les participants ont réussi à réunir, au moins en partie, les ingrédients indispensables pour une vraie collaboration transatlantique. Le groupe-pays, avec les collectivités engagées et des partenaires, cherchera à élaborer un projet d'échange, selon les principes retenus lors de la mission : objectifs précis et opérationnels définis pour une période déterminée, nombre limité de collectivités engagées, partenaires et financement spécifique. Bienvenue aux volontaires !

Le compte-rendu, ainsi que les rapports de mission sont disponibles sur le site :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article907>

*Pour plus d'informations :*

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, assistante

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal délégué à Toulouse, député européen

### **Prochaine réunion du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France, le 5 novembre 2009**

La prochaine réunion du groupe-pays Vietnam, présidé par Kader Arif, aura lieu au jeudi 5 novembre 2009, de 14h30 à 17h30, dans les locaux de Cités Unies France.

Cette journée sera l'occasion de revenir sur l'actualité du Vietnam et de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, de définir les axes de travail du groupe-pays Vietnam dont la contribution aux 8<sup>èmes</sup> Assises franco-vietnamiennes, prévues en juin 2010, à Haiphong.

## INDE

### **Séminaire franco-indien de la coopération décentralisée**

Le premier séminaire de la coopération décentralisée franco-indienne aura lieu du 15 au 18 janvier 2010, à New Delhi. Parmi les thèmes qui seront abordés figurent la gouvernance, le développement urbain, le patrimoine et la coopération décentralisée dans ses approches et ses modalités.

L'édition de décembre mettra un coup de projecteur sur cet événement.

Pour plus d'information :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article814>

## JAPON

### **Le troisième Comité de pilotage français des Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise, le 4 novembre 2009**

Le troisième Comité de pilotage français des Deuxièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise aura lieu le mercredi 4 novembre 2009, de 15h00 à 17h00, dans les locaux de Cités Unies France.

Pour plus d'information, merci de consulter le site Internet :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article923>

*Pour plus d'informations :*

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Inde)

Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)

Katarina Fotic, chargée de projet (Japon)

Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

## ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

### **Report des 3<sup>èmes</sup> Rencontres algéro-françaises des maires et présidents de collectivités territoriales**

N'ayant pas obtenu de réponse de la part de la partie algérienne sur la proposition de tenir les assises du 21 au 23 novembre prochain, Cités Unies France a décidé, en raison du temps imparti très réduit pour l'organisation de l'événement, de les reporter à une date ultérieure.

Le groupe-pays Algérie sera tenu informé des nouvelles dates retenues.

## ACTUALITÉS ALGÉRIE

### **Un refroidissement des relations bilatérales**

Les relations entre l'Algérie et la France n'ont de cesse de se refroidir. Plusieurs dossiers sont mis en avant. Tout d'abord, la question du «devoir de mémoire». À la reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans les crimes coloniaux, qualifiés par Abdelaziz Bouteflika lui-même de « génocide », Nicolas Sarkozy a opposé une fin de non-recevoir. Le contentieux algéro-français a également des aspects économiques. Le partenariat économique entre les deux pays est menacé par les nouvelles dispositions en matière de commerce extérieur, adoptées en juillet dernier par le gouvernement algérien, dans le cadre d'une meilleure maîtrise des importations. Enfin, le volet diplomatique. À l'alignement de Paris sur les positions marocaines dans le dossier du Sahara occidental s'ajoutent le dossier de la libre circulation des personnes ainsi que la volonté française de renégocier la partie des accords d'Évian sur les conditions de séjour des Algériens en France. Alger ne montre aucun empressement à aborder le sujet. Ni Éric Besson, ministre français chargé de ce dossier, ni Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, ne sont parvenus à décrocher un rendez-vous avec le gouvernement algérien.

(Source : « Algérie-France : silence, on boude », Jeune Afrique du 09/10/09)

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

### **Séminaire sur la décentralisation au Proche-Orient**

Le Président de la République libanaise, M. le Général Michel Sleiman, a ouvert le séminaire sur la décentralisation qui s'est tenu à Tripoli, les 17, 18 et 19 octobre dernier.

Ce séminaire, organisé à l'initiative du Comité des Maires et de la Députation de Barcelone

a rassemblé une centaine de participants libanais, mais aussi espagnols, italiens, jordaniens, turcs et français. L'accent a été mis sur la situation des collectivités libanaises et les difficultés qu'elles rencontrent pour accomplir leur mission de service public.

Dans une réflexion plus globale sur l'avenir de la décentralisation au Liban, différentes présentations des organisations institutionnelles de différents pays représentés lors de la conférence, ont permis aux représentants de villes libanaises, mais aussi de l'Etat libanais, d'avoir un panorama élargi des possibilités, en vue de la rédaction de la future loi sur la décentralisation. Le Ministre de l'Intérieur a clôturé la rencontre en affirmant sa volonté d'associer le Comité des Maires à l'élaboration de la loi sur la décentralisation.

Le Comité des Maires a appelé de ses vœux une implication des collectivités territoriales partenaires, en insistant sur la nécessité pour elles de se coordonner, pour plus d'efficacité dans les actions entreprises.

A l'occasion de la prochaine réunion du groupe-pays Liban (date à préciser) un point sera fait sur ce séminaire.

## ACTUALITÉS LIBAN

### **Situation intérieure : le Liban sans gouvernement depuis juin 2009**

Le président Michel Sleiman a reçu, samedi 17 octobre, au palais de Baabda, le Premier ministre, Saad Hariri, avec qui il a fait le point des tractations en cours en vue de la formation du nouveau gouvernement (le Liban est sans gouvernement depuis les élections législatives de juin dernier). Si l'optimisme était de rigueur pour le Premier ministre pour le règlement de cette crise gouvernementale, les discours ne convergent pas tous en ce sens et certains blocages persistent entre les différents partis (notamment avec le Général Aoun, dirigeant du CPL) qui doivent composer le gouvernement d'union nationale, notamment sur la question de l'attribution des différents portefeuilles. Bernard Kouchner, en visite à Beyrouth mercredi 22 octobre, cherchera à inciter les protagonistes de la politique libanaise à former un gouvernement au plus vite pour « relever les nombreux défis de la région ».

(Sources : « Cabinet : Hariri prévoit des développements positifs « très bientôt » » dans L'Orient le jour, le 19/10 et « Nouvel entretien Hariri-Aoun après le retour de Sleiman », L'Orient le jour, le 20/10 ; « Kouchner à Beyrouth aujourd'hui pour inciter les protagonistes libanais à assumer leurs responsabilités » L'Orient le jour le 22/10/09)

## MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

### **Réunion conjointe du groupe-pays Maroc de Cités Unies France et du groupe Maroc de l'ARF, le 30 juin 2009, à l'Assemblée nationale**

Le compte-rendu de la réunion est désormais en ligne sur le site de Cités Unies France, à

L'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article824>

La liste des nouveaux présidents de communes marocains est également téléchargeable : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article903>

## **Rencontre « concertation » de la coopération décentralisée – Fès et Région Fès Boulemane – partenaires français**

Le 28 septembre dernier, s'est tenue, à Fès, une rencontre des collectivités marocaines et françaises travaillant conjointement en direction de la ville de Fès et de la région de Fès Boulemane. L'idée de l'organisation d'une telle rencontre était née à la suite des assises d'Agadir, à l'occasion desquelles les logiques et démarches de « mutualisation régionale » constituaient une des recommandations.

Ces rencontres, à l'initiative du Consulat Général de Fès et de la Ville de Fès, ont regroupé près de 80 participants, dont plusieurs représentants de collectivités françaises : Strasbourg, Maxéville, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, le conseil général du Vaucluse, les conseils régionaux de Lorraine et de Champagne-Ardenne...

Elles ont permis de faire un point sur les projets portés par les coopérations décentralisées de cette zone et de capitaliser sur des expériences portées par d'autres partenariats de coopération décentralisée maroco-français. Des axes de travail ont également été identifiés.

## **ISRAEL/PALESTINE**

### **Mission en Israël et en Palestine, du 10 au 14 octobre 2009, organisée dans le cadre du COEPPPO (Réseau Européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient)**

Plus des 300 élus locaux européens ont participé à cette mission importante dans les Territoires palestiniens et en Israël. Cités Unies France conduit la délégation française.

Une réunion de restitution sera bientôt organisée et un rapport de mission sera ensuite disponible sur le site internet de Cités Unies France.

Des photos de la mission sont actuellement disponibles sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article891>

### **Rappel :**

Lors de la troisième conférence de COEPPPO à Venise (du 25 au 27 septembre 2008) il avait été décidé d'organiser une mission commune des collectivités locales européennes en Israël et en Palestine. Depuis l'élection de Barack Obama et ses prises de position sur le conflit ont entrouvert la porte de l'espoir. La question de l'attitude de l'Europe se pose donc avec plus de vigueur : si les Etats-Unis reprennent l'initiative, les Européens sont-ils prêts à les accompagner et comment ? Et dans cette nouvelle donne, les collectivités européennes peuvent-elles jouer un rôle ? Si oui, lequel ? Ce sont à toutes ces questions que la mission de COEPPPO dans les deux pays a essayé d'apporter des réponses. Les rencontres

avec les diplomates en poste et le dialogue avec les autorités nationales et locales ont aidé les représentants des collectivités territoriales françaises et européennes à mieux comprendre la situation afin de mieux travailler, à leur niveau, à l'avènement de la paix.

Quelques pistes de réflexions en guise de conclusion :

- il faut d'abord continuer à travailler sur le terrain, pour conforter les forces de paix en Israël, si affaiblies soient-elles, et pour renforcer les capacités de résistance positive des Palestiniens face à la tourmente ;
- il faut aussi avancer sur le terrain politique européen, auprès des citoyens, des leaders d'opinion, des partis politiques et des dirigeants, pour que l'Europe puisse agir. Pour peu que les Etats-Unis s'impliquent dans la résolution du conflit, l'Europe a les moyens, en appui des Américains, de redresser le cours du destin dans une région où le devenir de la planète continue à se jouer.

## ACTUALITÉS PROCHE-ORIENT

### Rapport Goldstone

Le rapport Goldstone a été adopté par le conseil des droits de l'homme des Nations Unies le 16 octobre. Le rapport demande à Israël et au Hamas de mener des enquêtes crédibles sur les « crimes de guerre » et « possibles crimes contre l'humanité » commis lors des événements de Gaza en décembre et janvier dernier.

(Source : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr))

## APPUI INSTITUTIONNEL

### Séminaire « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines », le 11 décembre 2009, à Marseille

L'association Touiza Solidarité organise, le 11 décembre 2009, à Marseille, un séminaire intitulé « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines », dans le cadre de son programme quadriennal de renforcement des capacités des collectivités territoriales maghrébines, dont le principal bailleur est le ministère des Affaires étrangères et européennes français.

Le programme a permis la formation de 179 cadres et élus algériens, marocains et tunisiens, entre 2005 et 2008, en France, sur différents aspects de la gestion locale (coopération décentralisée, gestion participative des projets, gestion de l'eau et des déchets, aménagement urbain).

Ce séminaire final permettra de faire connaître des expériences significatives sur la gouvernance locale dans les pays maghrébins, de contribuer au renforcement des partenariats de coopération décentralisée franco-maghrébins, de finaliser le processus de capitalisation et d'évaluation et de dégager les orientations pour la poursuite du programme.

*Pour toute information complémentaire :*

## **Touiza Solidarité**

Courriel : [touiza.solidarite@wanadoo.fr](mailto:touiza.solidarite@wanadoo.fr)

Tél : 04 91 33 15 02

## **TUNISIE**

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

### **Réunion du groupe-pays Tunisie**

Le groupe-pays Tunisie s'est réuni le 13 octobre dernier. En présence de François Neuville conseiller de coopération et d'action culturelle adjoint à l'Ambassade de France à Tunis, la réunion a été l'occasion d'échanger sur les pratiques des collectivités françaises en Tunisie. L'accent a été mis sur les difficultés rencontrées pour les acteurs de la coopération décentralisée dans le cadre de leur projet ; toutefois, les collectivités du groupe-pays ont manifesté de leur souhait de poursuivre leur partenariat avec leurs homologues tunisiennes.

Les conclusions de la mission du président ont également été présentées au groupe-pays. Le répertoire des coopérations décentralisées franco-tunisienne sera actualisé de façon à pouvoir proposer aux interlocuteurs tunisiens des perspectives de travail pour la coopération décentralisée tuniso-française.

Le compte-rendu de la réunion sera très prochainement téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

## **ACTUALITÉS TUNISIE**

### **Elections présidentielles et législatives**

Le Président sortant Zine El Abidine Ben Ali a été réélu, dimanche 25 octobre, à la tête de l'Etat. Au pouvoir depuis 22 ans, Ben Ali, âgé de 73 ans, a été plébiscité cette année par 89,62% des votants (contre 94,4% en 2004) pour conduire un cinquième mandat de cinq ans à la présidence. Les trois candidats de l'opposition en lice ont obtenu respectivement 5,01% des voix pour le chef du parti de l'unité populaire (PUP), Mohamed Bouchiha, 3,80% pour celui de l'Union démocratique unioniste (UDU), Amed Inoubli, tous deux considérés comme proches du pouvoir, tandis que Ahmed Brahim, le dirigeant du mouvement Ettajdid (Le Renouveau), ex-communiste, qui se présentait comme "un vrai candidat de l'opposition",

n'a pas récolté plus de 1,57% des voix.

Le taux de participation a été de 89,45% malgré le peu de suspense qui entourait l'issue de cette élection.

Les élections législatives, qui se tenaient en même temps que la Présidentielle, ont vu le RDC (rassemblement constitutionnel démocratique), parti de Ben Ali, remporter une large victoire en gagnant 161 sièges sur 214 (soit 75%) à la Chambre des députés.

(Sources : [www.nouvelobs.com](http://www.nouvelobs.com), « Tunisie, Ben Ali réélu à 89,62% », Jeune Afrique « Tunisie : Ben Ali réélu président avec 89,62% des voix » du 26/10/09)

## TURQUIE

### **Conférence - débat dans le cadre de la Saison culturelle de la Turquie en France**

Une conférence - débat dans le cadre de la Saison culturelle de la Turquie en France, organisée par l'association franco-turque 'Turquie Européenne' et intitulée: « France - Turquie – Union européenne : Quels desseins pour quel avenir commun ? », a eu lieu le 24 octobre 2009, à l'Assemblée Nationale.

Suite aux très intéressantes débats et échanges d'informations, Cités Unies France envisage d'organiser, début 2010, une réunion rassemblant les collectivités territoriales ayant déjà des coopérations avec la Turquie et toutes celles qui lui ont fait part de projets en ce sens.

*Pour plus d'informations :*

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie, Algérie)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : [b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org](mailto:b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org)

## JEUNESSE

Présidente du groupe thématique : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

### **2<sup>èmes</sup> Rencontres de la jeunesse à l'international, le 26 novembre 2009, à Montreuil**

Cités Unies France, dans le cadre d'un partenariat avec le Haut Commissaire à la Jeunesse, organise, en collaboration avec l'Assemblée des Départements de France (ADF), l'Association des Régions de France (ARF) et l'Association des Maires de France (AMF), les 2<sup>èmes</sup> Rencontres de la jeunesse à l'international, à l'Hôtel de Ville de Montreuil, le jeudi 26 novembre 2009, de 9h30 à 18h00. La participation à la manifestation est gratuite.

Accueilli cette année par la ville de Montreuil, ce rassemblement national des acteurs de la mobilité internationale (institutions, collectivités, fédérations, mouvements associatifs), permettra la rencontre et le dialogue entre spécialistes, élus, professionnels et intervenants favorables à la construction d'une véritable politique jeunesse à l'international. Il sera l'occasion d'échanger et de débattre sur des réflexions globales et sur les dispositifs impulsés au niveau national et local, ainsi que sur les méthodologies d'accompagnement proposées par le monde politique et le monde associatif.

Cette deuxième édition se déclinera autour de trois mots clés "Mobilité internationale, solidarité internationale, engagement citoyen". Une table ronde introductive posera les éléments de débat, puis trois ateliers permettront l'étude de cas concrets.

- **Atelier 1** : La mobilité internationale, est-elle un outil efficace d'insertion professionnelle ?
- **Atelier 2** : La solidarité internationale, outil d'engagement citoyen pour les jeunes de nos territoires. Vers quelles réciprocités ?
- **Atelier 3** : L'ouverture sur le monde, ne doit-elle concerner que nos jeunes élites ?

Un dossier complet présentant le programme, le bulletin d'inscription et les problématiques des différents ateliers est téléchargeable sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article876>

*Pour plus d'informations :*

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse  
Courriel : [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org)

## EAU

La Communauté urbaine de Bordeaux et son délégataire du service de l'eau potable, la Lyonnaise des Eaux, ont créé un fonds de solidarité internationale qui sera doté, chaque année, de 100 000€ en vue de financer des projets d'accès à l'eau potable dans les pays en voie de développement et notamment de la zone sahélienne du continent africain.

300 000 € seront consacrés en 2009 à des projets solidaires.

Associations, ONG, collectivités locales... vous avez un projet visant à initier, promouvoir, faciliter ou permettre :

- l'accès à l'eau potable des populations défavorisées,
- l'équipement des établissements scolaires en eau potable,
- l'éducation des populations et des élèves des établissements scolaires en matière d'hygiène et de santé,
- l'amélioration du service public de l'eau et de sa gestion, la formation du personnel,
- la promotion de la gestion durable et équitable des ressources en eau,
- la diminution des maladies liées à l'eau...

N'attendez plus, répondez à l'appel à projet et déposez votre dossier **avant le 23 novembre 2009** :  
[http://www.lacub.com/accueil/comite\\_usagers.asp](http://www.lacub.com/accueil/comite_usagers.asp)

## COMMUNIQUÉ DU PS-EAU

Le 1<sup>er</sup> octobre 2009, en bord de Marne, les membres du réseau pS-Eau ont fêté ses 25 ans d'existence. Créé en 1984, le pS-Eau a été tour à tour, projet européen, bureau au sein du MAEE, programme de mise en réseau animé par le Gret et depuis 9 ans maintenant une association.

Le périple du programme, à l'image du « bateau ivre » évoqué par Stéphane Hessel, a été jalonné d'événements marquants :

- participation à la mise en œuvre de la Décennie de l'eau jusqu'en 1990 ;
- adoption des Objectifs du Millénaire dont un point majeur concerne l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous
- implication croissante dans le cycle des forums mondiaux de l'eau ;
- extension du nombre de rendez vous mondiaux, semaines internationales de Stockholm, Africités, événements de l'année internationale de l'assainissement etc. ;
- irruption de la nécessité de mieux maîtriser notre impact sur l'environnement au niveau mondial dont l'eau sa préservation et son accès sont une dimension incontournable ;
- recherche de financements innovants en France comme à l'internationale pour pallier à la faiblesse de l'aide public au développement ;

- recours au partenariat public - privé, puis plus récemment au partenariat public - public en passant par le PPPP qui cherche à associer la population et par elle leurs élus des collectivités territoriales ;
- mise en place de la facilité pour l'eau de l'Union Européenne qui a donné de nouveaux espoirs de voir émerger des modes de financement plus souples et plus décloisonnés. Etc.

Le vote de la loi Oudin à l'unanimité du Sénat et de l'assemblée a donné un nouvel élan à la coopération existante dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Des collectivités territoriales de toutes tailles, leurs groupements, leurs agences ont, depuis quatre ans, monté de nouveaux fonds de soutien aux initiatives de solidarité des acteurs de leur territoire, entamé de nouvelles coopérations, réaffirmé les engagements pris auparavant sur leur budget général.

Cet élan touche maintenant plus de 50 % des ménages français et si le 1% de solidarité qu'autorise la loi est loin d'être atteint (généralement 0,2 à 0,3%), ce n'est pas loin de 17 millions d'euros de dons qui sont mobilisés (à mettre en regard des 165 millions d'euros mobilisés par l'APD française dans le domaine de l'eau et de l'assainissement). L'importance grandissante des Agences de l'eau dans le soutien à cette coopération est un élément important de cet accroissement.

Outre les montants financiers, c'est la transformation de l'aide décentralisée qui est en œuvre. L'appui à la maîtrise d'ouvrage locale, le développement de capacité, notions particulièrement chères à Cités Unies France sont maintenant les caractéristiques des coopérations décentralisées qui se développent entre les collectivités françaises et leurs partenaires.

La conférence « Contribution des collectivités territoriales à la stratégie eau de l'Union pour la Méditerranée » soutenue fortement par le MEDDMM et pilotée par Cités et Gouvernement Locaux Unis (CGLU) est un des signes qui montre l'intérêt que porte les gouvernements à l'action des collectivités.

En Afrique, comme l'a souligné Jean Pierre Elong M'bassi lors de la soirée d'anniversaire, la prise en main des collectivités locales de leur avenir devient de jour en jour une réalité plus tangible. La création de l'AMCOW et l'essor du Programme Eau et assainissement de la Banque Mondiale devraient permettre aux maires et à leurs équipes de mieux faire face aux enjeux de la gestion des services d'eau et d'assainissement.

Les membres du réseau pS-Eau et en tout premier lieu les collectivités territoriales ont pu constater une modification et une adaptation constante des services offerts par le pS-Eau (personnel plus nombreux, développement d'outils de communication plus performants, ouverture d'antennes, etc.).

Nous remercions tous ceux qui par leur présence à l'anniversaire ont manifesté leur soutien et leur intérêt à la coopération dans le domaine de l'eau.

René Ala, président du pS-Eau, et Stéphane Hessel remercient Charles Josselin et son équipe de la qualité du travail qui a été entrepris en commun pour renforcer et accroître les actions ; nous espérons que nous partagerons encore de nombreux moments de convivialité et d'échange.

**Pierre Marie Grondin**  
Directeur du pS-EAU

## CLIMAT

### Mobilisation des collectivités françaises pour la Conférence de Copenhague sur le climat

Lors de la réunion rassemblant l'ensemble des associations d'élus, organisée par l'AFCCRE (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe), le 14 octobre 2009, pour échanger en vue de la Conférence de Copenhague sur le climat et à laquelle a notamment participé Bertrand Gallet, directeur Général de Cités Unies France, il a été convenu d'engager deux actions :

- élaboration d'un texte commun aux associations d'élus locaux et territoriaux français portant principalement sur la nécessaire prise en compte du rôle des collectivités dans l'accord qui sera conclu à Copenhague en décembre prochain par les Nations Unies. La signature collective de ce texte pourrait faire l'objet d'une Conférence de presse une semaine avant le début du Sommet de Copenhague, par exemple le 2 décembre 2009 (date à confirmer). Ce texte sera élaboré après les rencontres des Nations Unies de Barcelone de début novembre afin qu'il tienne compte des dernières évolutions des négociations en cours.
- organisation d'une journée spéciale collectivités françaises à Copenhague dans l'enceinte des Nations Unies, le jeudi 10 décembre 2009. Cette journée sera organisée dans le cadre du "Lounge" proposé par ICLEI. Le programme n'est pas fixé à ce jour, mais on s'oriente vers le suivant :
  - 9:30 - 12:30 : debriefing sur les négociations des Nations Unies en cours, échanges thématiques entre élus,
  - 13:00 - 15:00 : rencontres avec des délégations officielles sur le rôle des collectivités dans les négociations en cours.
  - Après-midi : participation à divers évènements.

*Pour plus d'informations :*

Anne Laborie (AMGVF)

Courriel : [a.laborie@grandesvilles.org](mailto:a.laborie@grandesvilles.org)

Tél : 01 44 39 34 61

## Journées européennes de Développement (JED) 2009, Stockholm – impressions

Etrange phénomène, ces « JED » ou « DevDays »... Le « Development Village » (Village de Développement) se rapproche d'une foire commerciale ou d'une bourse professionnelle. Les 27 plus la Commission, 28 « entreprises » vendant leurs produits – de prime abord plus ou moins identiques : leur Aide au développement.

C'est avec un peu d'émotion qu'on voit les anciens « nouveaux Etats membres » prendre leur place, Slovakiaid, Hungary-Aid, ... Leur spécificité semble se résumer à leurs zones d'intervention : le Moldavie au lieu du Mali...

Les JED se tenaient sur fond de grandes interrogations de l'ensemble de la communauté de l'aide au développement présente. Sur l'avenir de l'aide, du développement,... Le doute s'est installé. Il faut changer, mais comment ? « Yes we should », s'est ainsi que Koos Richelle, le patron d'Europe Aid », résumait l'état d'esprit – oui, il faudrait changer, mais on ne sait pas encore trop comment.

Grande absente dans ces débats de fond : la Chine. Il n'y avait que Michel Debrat, directeur général adjoint de l'AFD, pour rappeler que nous ne sommes plus entre nous.

Nous pourrions plaider que les agendas – c'est à dire « ce qui doit être fait » – sont connus. Qu'attendons-nous pour les mettre en oeuvre ...?

La société civile était là pour rappeler cette urgence. Elle était partout – invités en nombre par la Commission - apportant vie, couleur, et contradiction. Elle reste la « vedette » même si au pavillon suédois s'organisait un évènement sous le titre “Civil society is not enough !” (la société civile ne suffit pas). Il est vrai, ses représentants étaient souvent de bon niveau, très dynamiques.

L'impression pouvait exister d'une sorte complicité un peu étrange, entre ces « entreprises » de l'aide et cette société civile, contre les « méchants » : les Etats du Sud, la sphère financière, l'Europe elle-même, dans ses politiques agricoles, migratoires et commerciales...

Les Etats étrangers étaient étonnement absents. Bien sûr, plusieurs chefs d'Etat avaient fait le déplacement, mais les ministères, les cadres dirigeants, étaient presque invisibles. Leurs oreilles ont du siffler, parfois : les Etats du Sud passaient souvent pour un des obstacles majeurs d'un vrai développement juste et équilibré.

De temps en temps, on pouvait attendre, toutefois, des appels à renforcer justement le rôle et les capacités de ces Etats. Les élus locaux, européens et étrangers, prenaient soin de ne pas opposer le renforcement de l'autonomie locale et le besoin d'Etat en « état de marche ».

Ces derniers n'étaient pas très nombreux. Une table ronde a quand-même réunie quelques uns, y compris le maire de Cotonou et plusieurs élus français.

27 plus 1 entreprises, chacune pour soi, critiquant de temps à temps les collectivités territoriales ou ONG travaillant « en ordre dispersé »... Les choses bougent, néanmoins : des réseaux se mettent en place, des formes de concertation et de réflexion plus ou moins formelles, voient le jour. Les français y jouent un rôle constructif. La charte européenne sur l'appui à la gouvernance locale, adoptée l'année dernière à Strasbourg, sur initiative de la présidence française en collaboration avec CUF, devient petit à petit une référence ;

la plateforme européenne d'associations de pouvoirs locaux et régionaux engagées dans le développement, devenue « Platforma », était présente. CUF en est un des membre fondateur. La Déclaration de Paris est présente dans les esprits et commence à porter ses fruits.

Les JED, un monde de professionnels de l'aide...

Le monde de l'aide... et le monde vrai. Ce dernier était à l'ordre du jour de l'atelier sur la transparence, en particulier celle sur les recettes minières et pétrolières. Ce sujet avait été abordé pour la première fois, lors d'une séance, tenue un peu à la marge, dans une des petites salles des JED de Strasbourg, où un maire de Guinée Conakry avait eu le courage de déclarer que les communes du pays ne voyaient pas la couleur des recettes minières. Cette fois-ci, il y avait plus de monde, réuni autour des chercheurs de la transparence venus de Libéria, de Nigéria, mais aussi avec Transparency international.

Les JED, trois jours plein d'effervescence, d'énergie, de débats, de musique, de VIP du monde entier, dont le patron du FMI, plusieurs milliers de personnes réunies, mais loin des pays «bénéficiaires».

Et, pour se rapprocher « du terrain », les prochaines éditions pourraient se tenir non en Europe, mais dans une des capitales du Sud. Tout le « cirque », excusez-moi de cette expression, le tenir à Bamako, Cotonou ou Maputo, ... Créer une dynamique sur place, capable de faire bouger les lignes, cette fois-ci avec l'Etat, avec les Etats, leurs ministres de finances, avec la société civile dans toutes ses composantes, les collectivités locales, avec des réunions dans le pays. Plonger dans les réalités, les progrès, les blocages, les rêves, du pays d'accueil et d'autres. Adopter un plan d'action. Faire tout ça chez les « bénéficiaires », devant témoins, avec « visites de terrain ». Le monde de l'aide en campagne dans le monde vrai.

Nicolas Wit  
Directeur général adjoint  
Cités Unies France

## Plateforme européenne

Le troisième séminaire réunion de la Plateforme s'est tenu à Lyon, après les ceux de Bruxelles et Marseille. Le prochain rendez-vous aura lieu à Bucarest en mars 2010.

La Plateforme est composée d'associations européennes et internationales de collectivités territoriales, d'associations nationales et de villes. Leur but étant de parler d'une seule voix auprès des institutions européennes dans le domaine de la coopération au développement et de partager leurs expériences.

La Commission européenne cofinance ses activités depuis 2009.

Le nom est devenu : **Platforma - The European voice of local and regional authorities for development** (La voix européenne des autorités locales et régionales pour le développement).

## Les Assises européennes de la Coopération décentralisée

Les Assises européennes de la Coopération décentralisée, co-organisées par la Commission européenne et le Comité des Régions, se tiendront à Bruxelles le 2 décembre 2009. Il est prévu que, selon la communication de la Commission de 2008 sur « les autorités locales dans la coopération pour le développement », ces Assises deviennent un événement annuel.

*Pour s'inscrire :*

<http://www.selectsurvey.cor.europa.eu/corsur/TakeSurvey.asp?PageNumber=1&SurveyID=3134p4M2452KG> (Attention : nombre de places est limité !)

*Pour plus d'information :*

<http://www.cor.europa.eu/pages/PressTemplate.aspx?view=detail&id=acede7e6-cabc-40f5-a5ce-2c7f1207005d>

## Facilité-Energie ACP-CE

La Facilité-Energie ACP-CE de la commission européenne est un financement européen. Les projets qui fournissent des services dans le domaine de l'énergie dans des zones rurales pauvres peuvent bénéficier de ce financement.

Le 2<sup>ème</sup> Facilité-Energie ACP-CE est ouvert jusqu'au 11 janvier 2011.

100 millions d'euros sont alloués à cette deuxième facilité énergie.

*Pour plus d'informations :*

[http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/regional-cooperation/energy/cfp/cfp\\_en.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/regional-cooperation/energy/cfp/cfp_en.htm)

## Institutions européennes : Camille succède à Hélène

Après quatre ans à Cités Unies France, Hélène Migot a commencé ce début du mois chez son nouvel employeur, le Secrétariat Général aux Affaires Européennes (SGAE).

Hélène a beaucoup contribué à renforcer la dimension européenne à Cités Unies France. Dimension qui restera la sienne. Nous lui souhaitons une bonne poursuite.

Nous souhaitons la bienvenue à Camille Borella qui lui succèdera dès le 3 novembre 2009.

Camille Borella, chargée de mission Institutions européennes

Courriel : [c.borella@cites-unies-france.org](mailto:c.borella@cites-unies-france.org)

# CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



**Réunion du bureau et du conseil mondial de CGLU, du 11 au 13 novembre 2009, à Guangzhou (Chine)**

Le bureau exécutif et le conseil mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis se réuniront à Guangzhou (Canton), du 11 au 13 novembre 2009.

La ville de Guangzhou (Canton) a créé un site Internet dédié à cet événement :

[www.2009uclg-gz.cn](http://www.2009uclg-gz.cn).

Le programme et le formulaire d'inscription sont disponibles sur le site Internet de CGLU :

- Programme général :

[http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou\\_Programme\\_July\\_FR.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou_Programme_July_FR.pdf)

- Formulaire d'inscription :

[http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou\\_Registration\\_form\\_FR.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Guangzhou_Registration_form_FR.pdf)

## Coopération décentralisée, développement rural et accès à l'alimentation

En 2008, le Comité Français pour la Solidarité Internationale et Cités Unies France ont initié une étude de capitalisation sur le thème suivant : « Appui à l'agriculture et accès à l'alimentation : pratiques de la coopération décentralisée, des pistes pour agir en faveur de la souveraineté alimentaire en Afrique ».

Achevée au cours de l'année 2009, cette étude s'est avérée particulièrement riche d'enseignements. En dressant un inventaire des actions menées par les collectivités territoriales françaises et leurs partenaires, elle a favorisé une meilleure appréhension de la notion de souveraineté alimentaire.

A la suite de ce travail, la Mairie de Paris, Cités Unies France et le Comité français pour la solidarité internationale ont jugé pertinent de s'interroger à travers une journée de travail commune, sur l'apport des collectivités territoriales et de la société civile, dans la lutte contre la faim. Cette journée réunira les protagonistes importants de la coopération et du développement local au Nord comme au Sud : les acteurs de la société civile et les collectivités territoriales.

L'enjeu est de s'interroger sur la spécificité des pratiques actuelles et sur les modalités existantes en termes de concertation. Comment mieux travailler ensemble de manière plus efficace ? Par quel processus inscrire les actions rassemblant différents acteurs dans le cadre d'une politique territoriale de coopération ?

## SEM et coopération décentralisée

Le guide « SEM [société d'économie mixte] et coopération internationale » a été publié et présenté à l'occasion du congrès national des Entreprises Publiques Locales (EPL), les 7 et 8 octobre dernier, à Nantes. Co-élaboré par la Fédération des EPL, l'Agence Française de Développement et Cités Unies France, ce guide invite les responsables politiques et techniques des EPL et des relations internationales des collectivités territoriales à une plus grande collaboration.

Un atelier, intitulé « coopération décentralisée : une carte à jouer pour les EPL » a présenté les principales conclusions de ce guide et invité les EPL à s'engager toujours plus à l'international. Ce guide est disponible sur demande auprès de Cités Unies France

*Pour plus d'informations :*

Virginie Rouquette, chargée de mission (SEM et coopération décentralisée)

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Tristan Routier (Sécurité alimentaire)

Courriel : [t.routier@cites-unies-france.org](mailto:t.routier@cites-unies-france.org)

## MIGRATIONS

### Rapport mondial sur le développement humain du PNUD

Les migrations apparaissent comme un enjeu fort du XXI<sup>ème</sup> siècle. En témoigne le rapport mondial sur le développement humain 2009 du Programme des Nations Unies pour le Développement, intitulé « Lever les barrières : mobilité et développement humains », sorti en octobre 2009. Il examine la migration sous le prisme du développement humain en analysant dans quelle mesure une amélioration des politiques en matière de mobilité humaine peut favoriser le développement humain. Ce rapport préconise d'élargir et de rééquilibrer les perceptions de la migration. Il recommande également de répartir de façon plus équitable les impacts de la mobilité, à la fois pour les sociétés d'origine, les sociétés d'accueil, les migrants et leur communauté.

Au niveau de la gestion des migrations, deux dimensions majeures de la question de la mobilité laissent une réelle marge de manoeuvre à une amélioration de la gestion des migrations sur le plan politique, l'admission et le traitement, en réduisant la vulnérabilité des migrants accentuée par la crise économique et en protégeant leurs droits fondamentaux. Six grands axes de réforme sont proposés aux gouvernements : ouvrir les canaux d'entrée existants, garantir les droits fondamentaux des migrants, abaisser les coûts de transaction de la migration, trouver des solutions qui profitent aux communautés de destination et aux migrants qu'elles accueillent, faciliter le déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays, et intégrer la migration dans des stratégies nationales de développement. Toutes ces mesures sont complémentaires et contribuent activement au développement humain. Quoi qu'il en soit, la migration internationale, même bien gérée, ne peut tenir lieu de substitut à une stratégie nationale de développement humain. Elle doit s'inscrire dans des efforts plus larges visant à réduire la pauvreté et à améliorer le développement humain.

Ce rapport, ainsi qu'une étude du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE intitulée « Les enjeux régionaux des migrations ouest-africaines », a été présenté lors d'une conférence-débat sur « Migrations et gouvernance », qui s'est déroulée, le mardi 20 octobre, à la Cité internationale universitaire de Paris. C'est le premier événement organisé par le pôle migration de la direction des Biens publics mondiaux au sein de la direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats (DGM) du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le premier séminaire du cycle de conférences sur la thématique « Cités, migrations et coopération » s'est tenu le 29 et 30 octobre, à Barcelone, sur le thème Le rôle des gouvernements locaux. Ce cycle de conférences, organisé par groupe de travail Migration et Codéveloppement de CGLU, aura pour objectif d'offrir aux villes impliquées dans le fait migratoire, à la fois émettrices et réceptrices, d'identifier les défis que représentent les migrations pour les gouvernements locaux, en lien avec le développement. Ce séminaire comptera avec la participation d'experts en co-développement pour présenter les perspectives théoriques de l'expérience locale du codéveloppement ainsi que ses potentialités et ses limites. La deuxième partie de la journée portera sur le contexte politique, économique et social des

migrations et le rôle des acteurs dans le codéveloppement, en Europe, en Amérique Latine et en Afrique.

Enfin, un colloque intitulé Migrations et Développement s'était tenu le 12 octobre, à Dakar, organisé par le Conseil des ONG d'appui pour le développement (Congad), à travers le groupe migration développement (GMD) en partenariat avec le Centre National de Coopération au Développement (CNCD) de Belgique et le Centre International Migration et Développement (Cimade) de France. Ce colloque avait pour but de permettre à la société civile européenne et africaine de développer des stratégies et des points de vue communs sur la problématique de la migration et du développement.

## **Lancement d'un FORUM multipartenaires Entreprises - ONG – Collectivités contre la faim, la malnutrition et la pauvreté**

Pour marquer la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre, la FAO et le collectif ALLIÉS ont invité des entreprises, des ONG et des collectivités territoriales désireuses d'agir solidairement dans la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté à participer à un forum. L'objectif de cette concertation est de susciter des projets, de multiplier les synergies et partenariats entre acteurs engagés pour combattre ces fléaux.

Rappelons qu'ALLIÉS est un réseau multisectoriel d'acteurs institutionnels et privés : ministères, collectivités territoriales, médias (Canal+,...), entreprises (Sodexo, Veolia Environnement, JTS semences, ...), organisations agricoles (Chambres d'agriculture, GNIS, FNCUMA,...), centres de recherche et ONG (Pro Natura International, AFDI : Agriculteurs français et Développement international, Action contre la faim,...). Le réseau ALLIÉS informe, suscite des projets, multiplie les synergies et partenariats, en France et dans le monde.

## **ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**

### **Agenda 21 et coopération décentralisée : quels liens ?**

2004 était l'année de la finalisation de la Charte de la coopération décentralisée pour le développement durable, co-élaborée par l'AFCCRE, le Comité 21 et Cités Unies France. Depuis lors, les agendas 21 ont été largement repris par les collectivités françaises, mais quelle est la place réservée à la solidarité internationale en leur sein ?

A cet égard, l'Agence française de développement a délégué à l'ARENE Ile-de-France le soin de piloter une étude « Politiques de développement durables territoriales et coopération décentralisée : quelles articulations ? ». Confiée à Adéquations et Equinoxe Conseil, elle sera restituée le 23 novembre, de 9h30 à 17h00, au Conseil régional d'Ile de France. Cités Unies France participe au comité de pilotage de cette étude.

Plus d'informations :

<http://www.areneidf.org/fr/ficheProduit-139.html?idProduit=125>

## **Parution d'un hors-série d'Altermondes : « Collectivités territoriales et solidarité internationale »**

Aux abords de la Semaine de la solidarité internationale, la revue Altermondes ([www.altermondes.org](http://www.altermondes.org)) sort un hors-série de 52 pages, dédié aux collectivités territoriales et la solidarité internationale : comment agissent-elles et comment travaillent-elles avec les acteurs de leur territoire ?

Ce hors-série rentre dans le cadre du projet mené conjointement par Cités Unies France et l'AITEC – association internationale des techniciens experts et chercheurs –, intitulé : « Ancrer la solidarité internationale dans les territoires » et qui comprend à son actif la publication d'un dépliant de quatre pages : « Solidarité internationale - les collectivités territoriales s'engagent aux côtés des associations ». Visant à répondre à la question « pourquoi s'engager ? », elle est téléchargeable sur notre site Internet, rubrique « coopération décentralisée » - agir localement.

Pour savoir plus sur ce projet : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique184>

## **Semaine de la solidarité internationale, du 14 au 22 novembre 2009**

Pour sa 12<sup>e</sup> édition, la Semaine se dote d'un nouveau site Internet, plus interactif, qui permet à chacun de poster ses actions, mais aussi des photos, des films, etc. Pour le découvrir dès à présent et remplir sa page « acteur », rendez-vous sur : [www.lasemaine.org](http://www.lasemaine.org)

10 jours pour faire savoir et participer à la solidarité internationale ; 10 jours pour communiquer envers les citoyens, mais bien plus, les inciter à devenir des « citoyens actifs » de la solidarité internationale.

Cette année encore, la Semaine s'allie à « Alternatives Economiques », pour un tiré à part qui montre différentes manières de s'engager en solidarité internationale.

L'équipe de Cités Unies France, elle aussi, ira à la rencontre de vos animations et participera, par exemple aux Assises régionales de la Région Limousin, au 'Ti coup d'œil sur Haïti (Suresnes) ou encore à « Bouollywood – Rétrospective de vingt ans de coopération Aubervilliers - Bouilly ».

## **Séminaire Objectifs du Millénaire pour le développement**

Le colloque « les Objectifs du Millénaire pour le Développement en Question face à la crise, s'est tenu le 12 octobre, à l'Hôtel de Ville de Paris, à l'initiative de la Coalition 'Action Mondiale contre la Pauvreté'. Ce colloque, qui avait pour but d'évaluer la pertinence des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), établis en 2000, a permis une meilleure compréhension des risques et opportunités qu'ils présentent : une utilisation potentielle, de la part des bailleurs, comme prétexte pour réduire les montants de l'aide, mais

également la possibilité de construire un nouveau système de gouvernance économique, intégrant les droits humains comme un de ses socles fondamentaux. Exiger la solidarité internationale comme un moyen de sortir effectivement de la crise et respecter les réalités des populations au Sud ont été les principales recommandations issues des discussions. Les présentations de quelques exemples de réussite au Brésil, en Inde et en France, en matière de définition des indicateurs de développement, ont mis en avant la nécessité de prendre en compte les besoins des populations bénéficiaires de l'aide comme critère fondamental dans la formulation de nouveaux indicateurs. Pour y parvenir, il convient que la société civile participe de manière systématique à la définition des programmes et à leur évaluation.

Profitant de la venue en France de Maria Mercedes Salgado, Cités Unies France a organisé un atelier de travail, le 14 octobre, sur le thème « Les Objectifs du Millénaire pour le développement au service des politiques publiques locales ». A partir de l'expérience de cette représentante de l'ONG Agenda Publica sur la municipalisation des OMD au Brésil, cet atelier a visé à réfléchir sur comment l'expérience de municipalisation des Objectifs du Millénaire pouvait être appliquée dans d'autres contextes et à analyser, dans une perspective plus englobante, en lien avec le travail de Cités Unies France, comment les collectivités territoriales françaises peuvent appuyer leurs partenaires du Sud pour atteindre les OMD. Le modèle brésilien pourrait être porteur de nouvelles orientations pour les partenariats de coopération décentralisée, notamment dans le domaine de l'appui institutionnel et du renforcement des capacités des élus locaux.

Les OMD posent en effet la question sur comment faire le lien entre la solidarité ici et là-bas, c'est-à-dire de réfléchir à l'impact local de la coopération décentralisée et du retour sur nos territoires. La valeur ajoutée de cette démarche est donc le pari d'une approche et d'une appropriation locale et territoriale d'un agenda et d'un cadre international.

*Pour plus d'informations :*

Astrid Frey, chargée de mission  
Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France ([www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org))

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes	Paris	3 - 4 novembre	CUF
Troisième réunion du comité de pilotage franco-japonais	Paris	4 novembre	Comité de pilotage des Deuxièmes Rencontres franco-japonaises, à Kanazawa
Réunion du groupe-pays Vietnam	Paris	5 novembre	CUF
Réunion du Projet tripartite France-Allemagne-Burkina Faso	Paris	5 novembre	CUF
Journée "1% électricité" pour la CD	Paris Région Ile-de-France	6 novembre	Arène / CUF
Conseil mondial de CGLU	Canton	11 - 14 novembre	CGLU
Journée développement durable en Seine-Staint Denis	Bobigny	13 novembre	CG Seine-Staint Denis/AITEC/CUF
Semaine de la solidarité internationale	France	14 - 22 novembre	CRID et partenaires
Restitution de l'étude CUF-CFSI 'Coopération décentralisée, développement rural et accès à l'alimentation'	Paris	16 novembre	CUF - CFSI
Déjeuner "international" au Congrès des Maires	Paris	17 novembre	AMF
Réunion de la commission affaires internationales de l'ARF	Paris	17 novembre	Association des Régions de France
Réunion du groupe-pays Sénégal	Paris	19 novembre	CUF
Assises de la coopération internationale de la région Ile-de-France	Paris	19 et 20 novembre	Conseil régional d'Ile de France
Assises de la coopération internationale en Limousin sur le thème de la culture	Limoges	21 novembre	Conseil régional du Limousin
Assises de la coopération internationale de la région Centre sur le thème de la jeunesse	Tours	21 novembre	Conseil régional du Centre

# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Conférence internationale « La contribution des autorités locales au volet « Eau » de l'Union pour la Méditerranée »	Palais des Congrès de Lyon	23 - 24 novembre	MEDAAT / Commission Méditerranée de CGLU / CUF / Grand Lyon
Réunion du groupe-pays Haïti	Paris	26 novembre	CUF
2 <sup>èmes</sup> Assises sur l'action des jeunes à l'international	Montreuil	26 novembre	CUF
4 <sup>ème</sup> rencontres européennes et inter-réseaux : « La mobilité, l'accessibilité des villes européennes »	Split (Croatie)	26 - 27 novembre	Association nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des Villes à secteurs sauvegardés et protégés
Clôture des rencontres franco-brésiliennes « Déchets & citoyenneté »	Aubervilliers	28 novembre	Plaine Commune Saint Denis, France Libertés, Les ateliers de la Bergerette et Débrouille cie
Assises de la coopération décentralisée	Bruxelles	2 décembre	Comité de Régions / Commission européenne
Entretiens Territoriaux de Strasbourg	Strasbourg	2 et 3 décembre	CNEPT / INET
Réunion du groupe-pays Niger	Paris	3 décembre	CUF
« Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée France-Brésil »	Palais des Congrès, Lyon	3 - 4 décembre	CUF / Région Rhône-Alpes
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Paris	4 décembre	CUF
Conférence des Nations Unies sur le changement climatique	Copenhague	8 - 17 décembre	ONU
Séminaire « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines »	Marseille	11 décembre	Touïza Solidarité
Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes	Belfort	14 et 15 décembre	CUF/Ville de Belfort/PCPA Algérie
Africités 5	Marrakech	16 - 20 décembre	Africités

## COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE  
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE  
(nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE  
(à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE  
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAËL (2007)
- Dossier pays PALESTINE  
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)  
(épuisé -nouvelle édition à paraître 2009)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI  
(première édition 2009)
- Dossier pays TOGO  
(première édition mai 2009)
- Dossier pays BÉNIN  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO  
(à paraître en 2009)
- Dossier pays NIGER  
(à paraître en 2009)

## RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DÉCENTRALISÉE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains  
(France - Etats-Unis)
- franco-américains  
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

## COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

## COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée  
(nouvelle édition - décembre 2008)

## COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

## OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)  
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée  
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)  
10 euros
- Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* (2009)  
10 euros
- Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)  
22 euros

### NOUVEAU !

- **Cahiers de la coopération décentralisée**  
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009  
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)

### PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE + DVD  
« Voter en Palestine » - 35 euros

## BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom : .....

Prénom : .....

Fonction : .....

Collectivité : .....

Adresse : .....

CP : ..... Ville : .....

Tél. : ..... Fax : .....

Courriel : .....

Je joins un chèque de ..... euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :  
Katarina FOTIC, responsable des publications  
Courriel : [k.fotic@cites-unies-france.org](mailto:k.fotic@cites-unies-france.org)

*NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.*

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :  
[www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)